

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

En dépit du contexte international, l'activité économique au Québec devrait demeurer dynamique, et ce, malgré un ralentissement prévu en deuxième moitié de 2019 et en 2020.

La progression du PIB réel devrait s'établir à 2,4 % en 2019 et à 1,8 % en 2020, après avoir atteint 2,5 % en 2018.

– Il s'agit de révisions à la hausse de 0,6 point de pourcentage pour 2019 et de 0,3 point de pourcentage pour 2020 par rapport à la prévision de mars 2019.

Ainsi, en 2019, pour une deuxième année consécutive, la croissance économique enregistrée au Québec dépassera celle au Canada.

La progression de l'emploi en lien avec la bonne situation économique se poursuivra. En 2019, 80 000 emplois devraient être créés, ce qui devrait porter le taux de chômage à 5,0 %. Au cours des prochaines années, une pleine utilisation de la main-d'œuvre disponible sera nécessaire pour soutenir la croissance économique.

UN CADRE FINANCIER ÉQUILIBRÉ

Lorsque l'on tient compte des investissements supplémentaires prévus dans la mise à jour de novembre 2019, un surplus de 1,4 milliard de dollars est attendu en 2019-2020. Ce surplus sera utilisé de façon rigoureuse puisqu'il servira à pallier un ralentissement possible de l'économie, à lutter contre les changements climatiques et à réduire la dette.

Les revenus consolidés atteignent 117,4 milliards de dollars en 2019-2020. La croissance prévue d'ici 2023-2024 est de 2,6 % en moyenne par année. Les dépenses consolidées s'élèvent à 113,2 milliards de dollars en 2019-2020. La croissance prévue d'ici 2023-2024 est de 3,6 % en moyenne par année.

CADRE FINANCIER CONSOLIDÉ DE 2018-2019 À 2023-2024

(en millions de dollars)

	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Revenus autonomes	91 626	91 938	94 559	97 832	101 072	104 469
<i>Variation en %</i>	6,6	0,3	2,9	3,5	3,3	3,4
Transferts fédéraux	23 120	25 436	25 333	25 683	26 032	26 184
<i>Variation en %</i>	2,8	10,0	-0,4	1,4	1,4	0,6
Revenus consolidés	114 746	117 374	119 892	123 515	127 104	130 653
<i>Variation en %</i>	5,9	2,3	2,1	3,0	2,9	2,8
Dépenses de portefeuilles	-97 744	-105 462	-108 491	-111 427	-114 773	-118 288
<i>Variation en %</i>	3,7	7,9	2,9	2,7	3,0	3,1
Service de la dette	-8 722	-7 741	-8 463	-8 834	-8 754	-8 477
<i>Variation en %</i>	-5,4	-11,2	9,3	4,4	-0,9	-3,2
Dépenses consolidées	-106 466	-113 203	-116 954	-120 261	-123 527	-126 765
<i>Variation en %</i>	2,9	6,3	3,3	2,8	2,7	2,6
Provision pour éventualités	—	-100	-100	-100	-100	-100
SURPLUS⁽¹⁾	8 280	4 071	2 838	3 154	3 477	3 788
LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE						
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations	-3 477	-2 671	-2 738	-3 054	-3 377	-3 688
SOLDE BUDGÉTAIRE⁽²⁾	4 803	1 400	100	100	100	100

(1) Il s'agit du solde au sens des comptes publics.

(2) Il s'agit du solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

RÉDUCTION DE LA DETTE

Au 31 mars 2020, le poids de la dette brute s'établira à 44,6 % du PIB. L'objectif de réduction de la dette brute à 45 % du PIB sera donc atteint au cours de la présente année financière, soit six ans plus tôt que prévu.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT DE 2019-2020 À 2023-2024

(en millions de dollars)

	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Besoins financiers nets	6 572	8 463	9 492	10 715	10 390
Remboursements d'emprunts	13 376	13 280	16 668	14 506	16 134
Utilisation du Fonds des générations pour le remboursement d'emprunts	-2 000	—	—	—	—
Utilisation des emprunts effectués par anticipation	-5 949	—	—	—	—
Variation de l'encaisse	-1 235	—	—	—	—
Dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) ⁽¹⁾	1 500	—	—	—	—
Transactions en vertu de la politique de crédit ⁽²⁾	225	—	—	—	—
TOTAL	12 489	21 743	26 160	25 221	26 524

Note : Un montant négatif indique une source de financement et un montant positif, un besoin de financement.

(1) Les dépôts au FARR sont facultatifs; ils ne sont inscrits dans le programme de financement qu'une fois qu'ils ont été effectués.

(2) Dans le cadre de la politique de crédit, qui vise à limiter le risque financier relatif aux contrepartistes, le gouvernement débourse ou encaisse des montants à la suite notamment des mouvements des taux de change. Ces montants n'ont pas d'effet sur la dette.

Pour l'année 2019-2020, le programme de financement du gouvernement s'établit à 12,5 milliards de dollars, soit 0,7 milliard de dollars de plus que prévu dans le budget de mars 2019.

Alors que la moyenne des dix dernières années s'établit à 19 %, le gouvernement a réalisé jusqu'à maintenant 31 % de ses emprunts sur les marchés étrangers en 2019-2020, soit :

- 1 milliard d'euros (1,5 milliard de dollars canadiens);
- 1 milliard de dollars américains (1,3 milliard de dollars canadiens);
- 250 millions de livres sterling (407 millions de dollars canadiens);
- 1,7 milliard de couronnes suédoises (245 millions de dollars canadiens);
- 100 millions de dollars australiens (95 millions de dollars canadiens);
- 66 millions de dollars néo-zélandais (59 millions de dollars canadiens).

À ce jour, environ 80 % des emprunts réalisés en 2019-2020 avaient une échéance de 10 ans et plus.

Au 31 mars 2019, l'échéance moyenne de la dette s'élevait à 11 ans.

COTES DE CRÉDIT

La cote de crédit du Québec est évaluée par six agences de notation. Le 27 mai 2019, l'agence de notation DBRS a confirmé la cote de crédit du Québec à « A (high) » et amélioré la perspective qui y est associée de « stable » à « positive ».

COTES DE CRÉDIT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Agence de notation	Cote de crédit	Perspective en 2018	Perspective en 2019
Moody's	Aa2	Stable	Stable
Standard & Poor's (S&P)	AA-	Stable	Stable
Fitch	AA-	Stable	Stable
DBRS	A (high)	Stable	→ Positive
Japan Credit Rating Agency (JCR)	AA+	Stable	Stable
China Chengxin International (CCXI)	AAA ⁽¹⁾	Stable	Stable

(1) Il s'agit de la cote de crédit pour l'émission d'obligations sur le marché chinois.

